

Le Temps, page 12 Suisse
10.03.2011

Faut-il en finir avec l'Helvétistan?

Regard

Yves Petignat

A l'heure des soulèvements populaires arabes, que faire de l'Helvétistan, du nom de ce groupe hétéroclite de pays d'Asie centrale aux régimes autocratiques qui a, avec l'aide de la Pologne et de la Serbie, permis à la Suisse, malgré son poids économique relatif, de siéger au Conseil des gouverneurs du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale?

La question a été posée la semaine dernière au Conseil des Etats par le Tessinois Dick Marty et revient ces jours dans les débats internes du groupe socialiste aux Chambres fédérales. Selon le sénateur du Tessin, la Suisse aurait tout à gagner en termes d'image et de crédibilité à renoncer à son siège dans les institutions financières de Bretton Woods, plutôt que de cautionner et légitimer ainsi des gouvernements autoritaires et corrompus.

Qu'arriverait-il si la traînée de poudre démocratique enflammait aussi l'Helvétistan, d'où provient 30% de notre pétrole? Comment exiger des banques une plus grande sévérité dans l'ouverture de comptes de dirigeants ouzbeks ou kazakhs, alors qu'on s'empresse auprès de leurs gouvernants pour sauver notre siège, rétorque Dick Marty. Comment vérifier la provenance des fonds qui ont permis à la fille du président kazakh, Nazarbaïev, d'acquérir à Genève une villa pour 75 millions de francs? Ou à la fille du président ouzbek, Karimov, d'acheter une résidence à Coligny pour 18 millions? N'est-on pas tenté de fermer les yeux sur des fortunes aussi douteusement acquises?

Le radical tessinois n'entraîne pas des bataillons d'élus derrière lui. Le parlement vient en effet d'accepter de passer à 30,5 milliards les possibilités de prêts de la Suisse au FMI et à la Banque mondiale. Les socialistes, qui ont obtenu une augmentation de l'aide au développement jusqu'à 0,5% du PIB en échange de leur soutien à ces nouvelles lignes de crédit, hésitent entre pragmatisme et idéalisme.

Il est vrai que l'adhésion au FMI et à la Banque mondiale, en 1992, fut une grande victoire du ministre socialiste des Finances de l'époque, Otto Stich. Celui-ci avait obtenu un poste pour la Suisse au sein du Conseil des gouverneurs en s'appuyant sur les anciennes républiques soviétiques, Tadjikistan, Ouzbékistan, Kirghizistan, Turkménistan, Azerbaïdjan, ainsi que la Serbie et la Pologne. Le Kazakhstan est venu renforcer la position suisse depuis peu.

A l'époque, le oui du peuple a pu faire croire à la fin de «l'Alleingang», de la voie particulière suisse, à une volonté d'ouverture internationale, renforçant le Conseil fédéral dans son projet d'adhérer à l'Espace économique européen puis à l'ONU. On connaît la suite. Refus de l'EEE la même année, remise à dix ans de l'adhésion à l'ONU.

Aujourd'hui, dit le conseiller aux Etats Alain Berset (PS/FR), «le FMI et la Banque mondiale sont les seules

institutions internationales structurées, hormis l'ONU, qui permettent à la Suisse d'éviter l'isolement et où elle peut exercer une certaine influence et rendre utiles ses compétences en matière financière». La gauche est renforcée dans son analyse par le fait que l'UDC souhaite le retrait des institutions de Bretton Woods.

Le rôle de chef de file de la Suisse est technique et non pas politique, dit-on aux Affaires étrangères. Cela n'impliquerait en rien une légitimation ou une approbation des régimes autoritaires. On en veut pour preuve les sanctions, appliquées également par la Suisse, contre l'Ouzbékistan entre 2006 et 2009. La Suisse se bornerait à gérer les droits et obligations des membres du groupe. Le gouverneur suisse dépend du Fonds monétaire et non des pays qu'il représente.

Le poids du groupe suisse atteint 2,9%. Mais l'importance électorale n'est pas déterminante. Les décisions sont prises par consensus, en général. La Suisse peut ainsi apporter son expérience en matière financière et ses vues politiques. C'est ce qu'elle fit avec succès, en compagnie d'autres petits pays, pour la restructuration de la dette argentine en 2002, ou l'assouplissement des exigences du FMI envers les pays émergents.

Les diplomates veulent croire que «la transition économique précède généralement la transition politique». C'est à quoi s'attache l'aide suisse au développement. Il n'empêche, le vent des révolutions populaires arabes contraint à une remise en question sur nos relations avec les Etats despotiques.

Cette semaine, alors que ni le PLR ni le PDC ne se posent ce genre de question, le groupe socialiste aux Chambres fédérales a adopté un document stratégique dans lequel il demande au Conseil fédéral de revoir sa position envers l'Helvétistan. Il souhaite un changement fondamental de politique étrangère envers les régimes autoritaires. Au passage, il se livre à une autocritique sur l'attitude trop complaisante de l'Internationale socialiste envers les dirigeants tyranniques comme Ben Ali.

Mais, fait remarquer le PDC Eugen David, peut-on renoncer à toute relation avec les trois quarts des Etats de la planète parce qu'ils disposent de régimes non démocratiques? Liaisons dangereuses ou isolement dans l'impuissance, la question, comme l'écrivait Anthony Burgess, est de savoir si, «quand il faut sauver le monde, manger avec le diable n'est de loin pas préférable à la neutralité suave».

115/117

* L'Hebdo **LE RÉVEIL SUISSE**

[Back](#)

* *L'Hebdo, page 38 Affaires à suivre*

10.03.2011

LE RÉVEIL SUISSE

«Helvétistan»

vus par Michel Guillaume, Sophie Murith et Linda Bourget

LES FAITS

Le statut de l'«Helvétistan» fait jaser. Pour siéger au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale (BM), la Suisse représente, entre autres, l'Ouzbékistan, le

Tadjikistan et le Kirghizstan. Pour certains, leur manque de culture démocratique est incompatible avec les valeurs suisses.

LES COMMENTAIRES

«Est-il vraiment digne que la Suisse doive son siège (...) à des pays qui sont des dictatures (...)?» interroge le conseiller aux Etats Dick Marty (PRD/TI) dans Le Temps. «On ose espérer que le jour où tout cela nous sautera à la figure, le Conseil fédéral aura un argumentaire nourri d'autre chose que de l'existence de quelques colloques sur la bonne gouvernance (...)», analyse pour sa part Le Matin Dimanche.

A SUIVRE

Alors que le monde politique se réveille, Berne envoie un nouveau représentant à la BM. Jörg Frieden doit se préparer à affronter la tempête.